



The Conference Board
of Canada

Le Conference Board
du Canada

Mémoire relatif à :
***l'étude sur l'élaboration d'une stratégie
pour faciliter le transport du pétrole brut
vers les raffineries de l'Est du Canada et
vers les ports situés sur les côtes
Atlantique et Pacifique du Canada***

Présenté au :

Comité sénatorial permanent des transports et des communications

Au nom du :

Conference Board du Canada

Le 1^{er} février 2017

Préparé par :

Carlos A. Murillo

Économiste, Prévion et analyse

Tendances économiques industrielles

1020 — 407, 2^e Rue Sud-Ouest

Calgary (Alberta) T2P 2Y3

Téléphone : 403 221-3040, poste 7106

Courriel : murillo@conferenceboard.ca

Table des matières

Résumé.....	3
L'importance du secteur énergétique canadien	3
Les retombées économiques des pipelines de pétrole brut	3
Les points pouvant mériter un examen plus poussé.....	4
Introduction.....	4
L'importance du secteur énergétique canadien	5
Contribution à l'économie.....	5
Perspective à long terme et principaux défis	5
Des pipelines de pétrole brut sont nécessaires	6
Les retombées économiques des projets de pipelines de pétrole brut.....	7
Énergie Est	7
Agrandissement du réseau de Trans Mountain'	8
Les points pouvant mériter un examen plus poussé.....	8

Résumé

L'importance du secteur énergétique canadien

- Le secteur de l'énergie représente un dixième de l'économie du Canada, ce qui rivalise avec la taille du secteur manufacturier.
- Le secteur de l'énergie contribue fortement à l'économie du Canada et des provinces. Il emploie des centaines de milliers de travailleurs à l'échelle du pays et leur offre des salaires parmi les plus élevés de toutes les industries. De plus, il est une source majeure d'investissement non résidentiel des entreprises, figure parmi les principaux exportateurs du Canada et apporte une contribution importante à différents paliers de gouvernement par le biais de taxes et de redevances.
- L'industrie de l'extraction pétrolière et gazière représente la majorité du secteur de l'énergie au Canada.
- Pour que le secteur de l'énergie puisse continuer à prospérer et à contribuer positivement à l'économie canadienne à long terme, trois principaux défis devront être relevés :
 - (1) Assurer la compétitivité des coûts dans un environnement où le prix des marchandises est bas.
 - (2) Être en mesure de bâtir l'infrastructure nécessaire pour accéder à de nouveaux marchés.
 - (3) Régler le problème de l'augmentation des gaz à effet de serre (GES).
- Compte tenu des niveaux d'investissement prévus dans le secteur et les volumes de production qui en découleront ainsi que l'augmentation des volumes disponibles pour l'exportation, au moins deux ou trois grands pipelines d'exportation de pétrole brut seront nécessaires à long terme.
- En l'absence de nouveaux projets de pipelines, les exportations de pétrole brut se feront par transport ferroviaire, ce qui entraînera le prix du pétrole brut canadien vers le bas, et aura un effet sur les recettes et profits des producteurs, de même que sur les investissements, la production et les exportations, ce qui aura des répercussions financières pour tout le Canada.

Les retombées économiques des pipelines de pétrole brut

- Les études réalisées par le Conference Board du Canada pour évaluer l'incidence économique d'Énergie Est et l'agrandissement du réseau de Trans Mountain montrent que ces projets auront des retombées positives importantes pour diverses régions et industries, et que le Canada en tirera des avantages durant plusieurs décennies.
- L'accroissement de l'activité économique et de l'emploi ne découlera pas seulement de la construction et de l'exploitation de ces projets, mais aussi de la chaîne d'approvisionnement et des canaux de revenus dans tous les secteurs de l'économie.
- Les retombées vont elles aussi au-delà de la construction et de l'exploitation. Par exemple, de meilleurs prix pour les producteurs canadiens se traduisent en une augmentation des recettes publiques et des profits, qui peuvent ensuite être réinvestis dans de nouveaux projets ou versés sous forme de dividendes aux investisseurs. Une

augmentation des exportations outre-mer entraînerait aussi une hausse de l'activité des installations portuaires.

Les points pouvant mériter un examen plus poussé

- Il est nécessaire de mieux définir, délimiter et quantifier le terme « acceptabilité sociale » pour renforcer le soutien aux projets de pipeline.
- Le rôle de leader que le gouvernement peut adopter en ayant un processus réglementaire clairement défini, factuel, indépendant, précis, normalisé et transparent qui sert l'intérêt de la population canadienne à long terme pourrait être encore plus important que l'acceptabilité sociale.
- Il faut déterminer si la confiance du public dans les organismes et les processus réglementaires a été minée de façon permanente et apporter les correctifs nécessaires, au besoin.
- Les risques et les avantages des projets de pipeline sont déjà largement répandus à l'échelle du Canada, pour tous les Canadiens.

Introduction

Honorables sénateurs et Membres du Comité sénatorial permanent des transports et des communications (« le Comité »), au nom du Conference Board du Canada, nous vous remercions de nous avoir invités à donner notre avis à propos de l'***Étude sur l'élaboration d'une stratégie pour faciliter le transport du pétrole brut vers les raffineries de l'Est du Canada et vers les ports situés sur les côtes Atlantique et Pacifique du Canada*** (« l'étude »).

Le Conference Board du Canada travaille sans relâche pour fournir aux Canadiens et aux principaux décideurs les connaissances et les perspectives nécessaires en matière de prévision économique, de politiques publiques et de résultats organisationnels. Nous le faisons en adoptant une approche fondée sur des données probantes et des recherches appliquées, tout en restant objectifs et impartiaux sur le plan politique.

Le Conference Board du Canada comprend bien l'importance du secteur de l'énergie pour l'économie du Canada et du rôle joué par les pipelines dans ce contexte. Il comprend aussi qu'investir dans l'infrastructure est essentiel à la prospérité à long terme du Canada. Le transport du pétrole brut est un secteur dans lequel nous avons réalisé un certain nombre d'études par le passé, principalement afin d'examiner l'incidence économique des projets pour le Canada. Nous comprenons aussi que les pipelines constituent le moyen le plus sûr et le plus efficace de transporter le pétrole brut vers les marchés.

Nous nous concentrerons donc sur ces aspects dans les données que nous fournirons au Comité pour l'aider dans cette étude. Enfin, nous fournirons quelques conseils et idées dans les domaines qui selon nous pourraient mériter un examen plus poussé, dans le contexte des questions au cœur de cette étude.

L'importance du secteur énergétique canadien¹

Contribution à l'économie

- Le secteur de l'énergie² contribue de façon importante à l'économie du Canada et génère un dixième de la production économique du pays.
- La production du secteur pour 2016 est évaluée à 160 milliards de dollars, ce qui équivaut à environ la moitié de la taille de l'économie du Québec, et est tout juste inférieur à la taille du secteur manufacturier canadien.
- Pendant la première moitié de 2016, le secteur de l'énergie a employé environ 340 000 travailleurs, soit 2 % de la population active du Canada.
- Le secteur de l'énergie est à forte concentration de capital plutôt qu'à forte intensité de main-d'œuvre, et ses travailleurs reçoivent des salaires parmi les plus élevés du pays.
- De 2010 à 2014, le secteur de l'énergie a apporté 22 milliards de dollars par an aux coffres du gouvernement, ce qui représente environ 9 % du total des taxes perçues au Canada durant cette période.
- L'industrie pétrolière et gazière a payé 90 % de ces taxes, dont la moitié sous forme de paiement de redevances.
- L'industrie pétrolière et gazière génère aussi près des deux tiers de la production du secteur de l'énergie.

Perspective à long terme et principaux défis

- À long terme (2017-2040), le secteur canadien de l'énergie devrait connaître une croissance inférieure à celle de l'économie du Canada (1,3 % par an comparativement à 1,8 % par an). On prévoit toutefois que l'industrie des pipelines aura une croissance supérieure (1,9 %), ce qui augmentera son apport à l'économie.
- Selon nous, trois défis doivent être relevés à long terme pour que le secteur (et les industries qui le composent) puisse prospérer et continuer de contribuer positivement à l'économie canadienne. Ces défis sont les suivants :
 - Augmenter la compétitivité des coûts du secteur dans un environnement où le prix des marchandises est bas et dans lequel des pays du monde entier se livreront concurrence pour attirer les 70 billions de dollars américains en investissements nécessaires afin de répondre à la demande mondiale d'énergie d'ici 2040.
 - Construire l'infrastructure nécessaire pour accéder à de nouveaux marchés, comme on prévoit que la demande nord-américaine en matière d'énergie ne connaîtra qu'une faible croissance et que les exportations seront le moteur de croissance du secteur à long terme. Cela est particulièrement vrai pour le pétrole brut et le gaz naturel.

¹ Source : Le Conference Board of Canada, « Chapter 5—Energy », *Canadian Long-Term Economic Forecast: 2017*, Ottawa : Le Conference Board of Canada, décembre 2016, <http://www.conferenceboard.ca/e-library/abstract.aspx?did=8452>.

² Ce qui comprend les industries du pétrole et du gaz, de l'extraction de charbon, des activités de soutien, de l'électricité, de la distribution de gaz, des pipelines et du raffinage.

- Régler le problème de l'augmentation des gaz à effet de serre (GES) dans un monde de plus en plus axé sur la lutte contre le changement climatique.
- Si l'infrastructure d'exportation de l'énergie — ce qui comprend les pipelines de pétrole brut — est construite en temps opportun et de façon écologique et rentable, nous estimons qu'il sera possible d'augmenter les exportations canadiennes du secteur de l'énergie de 82 milliards de dollars en 2016 à 151 milliards de dollars d'ici 2040. Cela contribuera de façon importante à la balance commerciale du Canada et à sa croissance économique à long terme.
- Si ces défis sont relevés, les investissements dans le secteur énergétique canadien pourront atteindre 86 milliards de dollars d'ici 2040, ce qui est comparable aux sommets atteints en 2013.
- La somme totale des investissements dans l'infrastructure énergétique de 2016 à 2040 pourrait atteindre 1,8 billion de dollars. Ce montant équivaut à l'ensemble de l'économie canadienne actuelle, mais ne représente qu'une fraction des 70 billions de dollars américains qui seront nécessaires pour répondre à la demande mondiale à long terme en matière d'énergie.
- Par conséquent, il est possible d'augmenter les possibilités d'investissement dans le secteur de l'énergie du Canada et le potentiel du secteur pour continuer de contribuer à la prospérité économique à long terme du pays, dans la mesure où l'on réussit à répondre aux principaux défis. L'un de ces défis est celui de construire des pipelines de pétrole brut vers de nouveaux marchés.

Des pipelines de pétrole brut sont nécessaires

- La production canadienne de pétrole devrait augmenter de plus de 40 % entre 2016 et 2040, passant de 3,8 à 5,4 millions de barils par jour (Mb/j). La majorité de l'augmentation de la production proviendra des sables bitumineux, principalement sous forme de bitume plutôt que de pétrole synthétique. Comme le bitume doit être dilué pour être mis sur le marché, cela augmentera de façon importante la demande en diluant son volume dans le réseau pipelinier. En retour, cela augmentera les quantités de brut disponibles pour l'exportation.
- L'on s'attend à ce que la demande nationale et les niveaux d'importation de pétrole brut restent relativement stables à long terme. Par conséquent, l'on s'attend à ce que le volume de pétrole brut destiné à l'exportation augmente de 60 %, passant de 3,3 Mb/j en 2016 à 5,4 Mb/j en 2040.
- Conformément à la croissance des volumes d'exportations, nos prévisions à long terme reposent sur l'hypothèse que les projets d'expansion annoncés par Enbridge, y compris le remplacement de la canalisation 3, seront achevés d'ici la fin de la décennie. Le prochain projet de pipeline qui pourrait être terminé, le projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain (TMX), devrait entrer en service au début des années 2020 et sera suivi par le pipeline Énergie Est (ÉE) de TransCanada au milieu des années 2020.
- Bien que nous soyons conscients des nouveaux développements concernant le pipeline Keystone XL, ce dernier n'a pas été inclus dans la dernière version de notre prévision à long terme (automne 2016).

- Si ces projets de pipeline sont achevés dans les délais prévus, les expéditions ferroviaires de pétrole brut devraient totaliser en moyenne 0,2 Mb/j au cours de la période de projection. Toutefois, si les pipelines TMX et ÉE ne sont pas construits, les expéditions de pétrole brut par train pourraient atteindre en moyenne 1 Mb/j durant cette période, passant de 0,1 Mb/j en 2016 à 1,5 Mb/j d’ici le début des années 2030.
- Ces différents résultats ont des répercussions sur les prix du pétrole brut canadien, en raison du coût plus élevé pour transporter le pétrole brut vers les marchés par train. Par ailleurs, le taux des prix obtenu par les producteurs au Canada aura une incidence sur leurs recettes et leurs attentes concernant les profits, les décisions d’investissement, les volumes de production et d’exportation, et les recettes gouvernementales.

Les retombées économiques des projets de pipelines de pétrole brut

La construction et l’exploitation de pipelines de pétrole brut ont des retombées importantes et toutes les régions vont en profiter durant des décennies.

Au vu de l’incidence de l’élaboration des projets, des 20 premières années d’exploitation des projets et de l’effet de la hausse des prix sur les producteurs canadiens grâce à l’amélioration de l’accès au marché, les projets de pipeline de pétrole brut pourraient entraîner des retombées économiques importantes dans tout le pays des façons suivantes :

Énergie Est³

- Plus de 17 milliards de dollars d’investissements (en devises de 2013) durant la seule phase d’élaboration du projet⁴.
- Un total de près de 261 000 années-personnes d’emplois⁵ équivalents temps plein⁶ créés, dont près des deux tiers durant la phase d’élaboration du projet, et près des trois quarts en Ontario, au Québec et au Nouveau-Brunswick (au total, dans cet ordre).
- Plus de 55 milliards de dollars en retombées économiques à l’échelle du Canada, ce qui équivaut à la taille des économies combinées de la Nouvelle-Écosse, de l’Île-du-Prince-Édouard et des trois territoires (en 2013). Plus des deux tiers de ces retombées devraient avoir lieu durant l’exploitation du projet, et près des trois quarts se produiront en Ontario, au Québec et au Nouveau-Brunswick.

³ Source : Le Conference Board du Canada, *Energy East Pipeline: Understanding the Economic Benefits for Canada and its Regions*, Ottawa : Le Conference Board du Canada, octobre 2015, https://docs.nel-one.gc.ca/ll-eng/llisapi.dll/fetch/2000/90464/90552/2432218/2540913/2543426/2995824/2957695/A76905-8_V1_Appendix_1-2_Conference_Board_of_Canada_Report_Oct_2015_-_A5A0H1.pdf?nodeid=2957912&vernum=-2.

⁴ Ce qui inclut les coûts du projet de gaz naturel du réseau principal Est.

⁵ Ce qui inclut les emplois directs, indirects (causés par la chaîne d’approvisionnement) et induits (causés par le revenu).

⁶ Équivalent temps plein : 40 heures par semaine. Années-personnes d’emploi : quantité de travail effectué par une personne en un an.

- Plus de 80 milliards de dollars en recettes publiques supplémentaires, ce qui équivaut à près du cinquième de toutes les recettes fiscales provinciales et fédérales perçues au Canada en 2013. Près de 90 % de ces retombées devraient découler de l'amélioration des prix pour les producteurs, et la majorité d'entre elles toucheront l'Alberta, l'Ontario et le Québec (dans cet ordre).

Agrandissement du réseau de Trans Mountain^{7,8}

- Près de 5 milliards de dollars d'investissements (en devises de 2012) durant la seule phase d'élaboration du projet.
- Plus de 800 000 années-personnes d'emploi créées au Canada; les trois quarts de l'incidence du projet sur l'emploi découlent de l'augmentation des investissements dans le secteur pétrolier et gazier, et plus des trois quarts de ces emplois seront créés en Alberta et en Colombie-Britannique.
- Plus de 160 milliards de dollars de retombées pour le produit intérieur brut (PIB), ce qui équivaut à la moitié de l'économie du Québec en 2012. Près de la moitié de ces retombées devraient découler de l'augmentation des revenus nets des producteurs, et environ le dixième des retombées auront lieu dans d'autres provinces que la Colombie-Britannique et l'Alberta.
- Près de 47 milliards de dollars en recettes publiques, ce qui équivaut aux recettes totales perçues par le gouvernement en Colombie-Britannique et en Alberta pour l'année 2012. Environ la moitié de ces retombées découlent de l'amélioration des prix, et plus de la moitié des retombées auront lieu en Alberta et en Colombie-Britannique (au total, dans cet ordre).

Les points pouvant mériter un examen plus poussé

En plus de présenter des preuves à l'appui de l'importance du secteur énergétique canadien, du besoin de pipelines et des avantages économiques de projets de pipelines, nous souhaitons également offrir quelques suggestions en réponse à certaines questions fournies par le greffier du Comité pour cette étude :

- ***Comment le gouvernement fédéral pourrait-il faciliter l'acceptabilité sociale des projets d'infrastructure visant le transport du pétrole brut, comme les pipelines?***

Le terme « acceptabilité sociale » est mal compris, laisse place à l'interprétation et est devenu politisé; il devrait donc être utilisé avec prudence. « Acceptabilité sociale » ne signifie pas

⁷ Source : Le Conference Board of Canada, *Who Benefits? A Summary of the Economic Impacts That Result from the Trans Mountain Expansion Project*, Ottawa: Le Conference Board du Canada, janvier 2016, http://www.conferenceboard.ca/temp/9d51ae32-d865-406d-acfb-372540325fb1/7648_whobenefits_br.pdf.

⁸ Veuillez noter qu'en plus d'examiner l'élaboration du projet, sa durée d'exploitation (plus de 20 ans), et l'amélioration des retombées du revenu net, ce rapport a aussi évalué les répercussions des bénéficiaires après impôts plus élevés des producteurs de pétrole sur les dividendes et le réinvestissement, ainsi que l'effet du trafic additionnel dans le port du Grand Vancouver.

« approbation universelle », contrairement à ce que croient certains. Il serait d'ailleurs pratiquement impossible d'obtenir une approbation universelle pour n'importe quelle activité. En réalité, il existe divers degrés d'acceptabilité sociale, qui se fondent sur la légitimité et la crédibilité d'un projet dans l'esprit de la population⁹.

Comme le terme « acceptabilité sociale » est subjectif par définition, évaluer le soutien public d'un projet au moyen de sondages pourrait s'avérer plus efficace et beaucoup plus facile qu'essayer de mesurer le degré d'acceptabilité sociale. Toutefois, si le terme « acceptabilité sociale » doit être conservé, nous recommandons au gouvernement fédéral de définir clairement ce qu'il entend par ce terme ainsi que de le normaliser et de le délimiter pour éviter les interprétations erronées et les contestations juridiques possibles.

Des outils pour évaluer le degré d'acceptabilité sociale de façon objective sont en cours d'élaboration. Pour l'industrie minière, par exemple, Boutillier et Thomson ont construit un outil qui utilise des énoncés avec lesquels les personnes doivent dire si elles sont d'accord ou en désaccord¹⁰. Voici des exemples d'énoncés utilisés pour déterminer le degré d'acceptabilité sociale :

- « Nous pouvons tirer des avantages de notre relation avec la mine. » (Légitimité des avantages)
- « La mine maintient ses engagements dans ses relations avec notre organisme. » (Crédibilité)
- « La présence de la mine est avantageuse pour nous. » (Contribution au bien-être de la collectivité)
- « La mine respecte notre façon de faire les choses. » (Respect des coutumes locales)
- « La mine nous fait participer au processus de décision. » (Confiance totale)

Il est possible de se fonder sur les résultats de ce sondage — données sur une échelle de 0 à 5 — pour déterminer si l'approbation sociale d'une mine (ou de tout autre projet) est retirée, si le niveau d'acceptation du projet est faible, moyen ou élevé, si le public approuve du projet, ou si le projet jouit de la confiance totale de la population¹¹. (Voir la figure 1.) Il est important de souligner que ces résultats peuvent changer au fil du temps, en fonction du comportement et des communications de divers intervenants.

⁹ Pour en savoir plus sur le cadre d'acceptabilité sociale et les moyens de le réaliser, veuillez consulter : Yates et Horvath, *Social Licence to Operate: How to Get It, and How to Keep It*; ainsi que Boutillier et Thomson, *Modelling and Measuring the Social Licence to Operate: Fruits of a Dialogue between Theory and Practice*.

¹⁰ Boutillier et Thomson, *Modelling and Measuring the Social Licence to Operate: Fruits of a Dialogue between Theory and Practice*; Black, *The Social Licence to Operate: Your Management Framework for Complex Times*.

¹¹ Quigley et Baines, *How to Improve Your Social Licence to Operate: A New Zealand Industry Perspective*.

Figure 1. Degré d'approbation social selon le résultat obtenu

Confiance totale	4,5 à 4,99
Approbation	4,0 à 4,49
Acceptation élevée	3,5 à 3,99
Acceptation moyenne	2,5 à 3,49
Acceptation faible	2,5 à 3,00
Rejet	1,0 à 2,49

Source : Black, « The Social Licence to Operate: Your Management Framework for Complex Times »

Ce qui est peut-être plus important encore qu'atteindre l'acceptabilité sociale ou obtenir le soutien du public pour ces projets, c'est de s'assurer que le gouvernement fédéral dispose d'un processus réglementaire clairement défini, factuel, inclusif, indépendant, précis, normalisé et transparent, qui vise à servir l'intérêt du Canada ou de la population à long terme. Pour ce faire, il est nécessaire d'avoir une définition transparente et objective de ce qu'est l'intérêt public. Faire cela placera le gouvernement fédéral dans un rôle de leader qui aidera à renforcer la crédibilité des projets auprès des Canadiens ainsi qu'à réduire les risques pour les investisseurs et les promoteurs de projets.

- ***Comment accroître la confiance du public envers le processus d'examen des pipelines?***

Pour ce qui est de la confiance du public dans le processus d'examen des pipelines et les autorités chargées d'effectuer ces examens, le gouvernement fédéral ferait bien de commencer par établir clairement si la confiance du public a bel et bien été entachée. Remettre en question la légitimité du processus réglementaire existant est une tactique judiciaire que les personnes opposées à certains projets ont employée, mais il n'a pas été établi clairement que la confiance de la population en général a été minée.

S'il existe réellement des problèmes à ce niveau, un examen indépendant approfondi est nécessaire pour déterminer si les correctifs peuvent être apportés aux processus pertinents ou si une réforme institutionnelle complète est requise. Si élaborer de nouveaux processus ou créer de nouveaux organismes est nécessaire, nous recommandons de le faire de façon indépendante et objective. Tout changement devrait s'appuyer sur des données probantes ainsi que sur les pratiques exemplaires canadiennes et étrangères, établir des objectifs quantifiables, et viser à mieux servir les Canadiens à long terme.

- ***Comment répartir les risques et les avantages du transport du pétrole brut à l'échelle des régions canadiennes et des peuples autochtones au pays?***

À notre avis, les risques et les avantages des projets de pipeline sont déjà grandement répandus à l'échelle du Canada¹². Il s'agit d'ailleurs d'un des objectifs des processus réglementaires et des politiques budgétaires dans un système fédéral comme celui que nous avons au Canada.

Un des objectifs du processus d'examen des projets de pipelines devrait être (et est) de minimiser les risques et d'assurer que des ressources et des processus d'atténuation sont en place dans le cas où l'un des risques potentiels se produirait. Une partie de ce processus consiste à veiller à ce que les entreprises concernées disposent de ressources financières adéquates pour s'acquitter de leurs obligations légales dans cette éventualité. Autrement dit, qu'elles puissent garantir que le risque de déversement et la taille de tout déversement soient réduits au minimum, tout en s'assurant que les coûts de choses comme le nettoyage en cas de déversement ne seront pas assumés par les contribuables.

Pour ce qui est des avantages, l'avantage principal de la construction de pipelines de pétrole brut est une réduction de la remise sur le prix du pétrole canadien comparativement aux jalons mondiaux (la part découlant des contraintes en matière de transport). Cela signifie que nous obtiendrons la pleine valeur de l'exploitation de nos ressources non renouvelables, ce qui entraînera une augmentation des recettes fiscales provinciales et fédérales qui peuvent être utilisées à l'avantage de toutes les régions et de toute la population du Canada.

Il est important de noter que toutes les régions du Canada bénéficient également d'autres façons du développement des ressources pétrolières et de l'infrastructure de transports connexe. Par exemple, grâce à la chaîne d'approvisionnement du secteur de l'énergie, à la création d'emplois bien rémunérés pouvant attirer des personnes sous-employées d'autres régions du pays, aux fonds que les travailleurs mobiles rapportent lorsqu'ils retournent à la maison après avoir travaillé dans des camps éloignés, et à l'accès à une énergie abondante et abordable qui améliore le niveau de vie et la qualité de vie des Canadiens.

¹² Comme mentionné lors de notre discussion sur la contribution du secteur de l'énergie à l'économie et les effets des projets de pipeline dans l'ensemble du Canada.

Insights. Understanding. Impact.



The Conference Board
of Canada

255 Smyth Road, Ottawa ON

K1H 8M7 Canada

Tel. 613-526-3280

Fax 613-526-4857

Inquiries 1-866-711-2262

conferenceboard.ca

